

Forum Rwandais

Nous dirons la vérité..... même si elle blesse!

Espace d'expression pour construire l'avenir du Rwanda
Bulletin du Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda
N° 16, décembre 2001

Éditorial

Référendum, 40 ans après

Le 25 septembre 1961 est une date inoubliable dans l'histoire du Rwanda. Nous commémorons le courage et l'unité du peuple rwandais qui s'est levé, comme un seul homme, pour dire non à l'oppression et à l'exploitation incarnées par une oligarchie ethno-centriste. Cette date marque également le triomphe des valeurs de la démocratie républicaine, de la dignité humaine, de l'abnégation et de la liberté sur l'obscurantisme et le machiavélisme politique. Cette date nous offre par ailleurs une heureuse opportunité pour rendre hommage à ceux et celles qui ont accepté de verser leur sang dans l'espoir de voir les générations futures vivre dans la paix et la dignité. Ce sont ces vaillants fils et filles du pays qui rendirent possible la consultation populaire du 25 septembre où le peuple confirma devant le monde son choix pour une République Démocratique.

Rappelons-nous que c'est à cause de la prise de conscience de la population que le système féodal était injuste et qu'elle pouvait renverser ce système, quand la population s'est rendue compte que le pouvoir du roi pouvait être mis en cause, que certaines rigueurs du système féodal pouvaient être adoucies, quand elle s'est rendue compte des injustices subies par la majorité de la population rwandaise, leur infériorité sociale causée par ce pouvoir, la population rwandaise s'est soulevée en masse pour lutter contre la féodalité et les tenants du pouvoir monarchique, et le résultat fut le référendum du 25 septembre 1961, où 83% de la population a dit non à la monarchie et à la personne du roi et oui à une République.

Il est déplorable de constater aujourd'hui, 40 ans après, qu'il y ait toujours un groupe de gens qui n'ont jamais évolué et qui sont restés avec la même mentalité de soumettre le peuple rwandais sous le joug d'un régime oligarchique! Aujourd'hui, au Rwanda, on ne peut pas faire la différence du temps du régime monarchique féodal et le régime actuel du Front Patriotique Rwandais (FPR)-Inkotanyi.

Après avoir gagné la guerre qu'il a déclenchée lui-même à partir de l'Ouganda en octobre 1990, le FPR n'a pas su gagner la paix et rassurer toute la population. Sept ans après sa prise de pouvoir, la situation socio-politique et

économique ne fait que continuellement dégénérer. Suite au refus de l'adhésion de la population à son système, le FPR se comporte comme une force d'invasion et d'occupation et fait régner un climat de terreur et la répression systématique des opposants réels ou supposés. Le régime ne tolère aucun espace politique, aucune sphère, aucune sensibilité, de quelque bord que ce soit, qui ne lui soit pas inféodé.

Actuellement, il n'y a plus de référence légale connue qui légitime les institutions et garantisse l'État de droit au Rwanda. Le pouvoir a été privatisé, le pays est dirigé selon la seule volonté des responsables militaires du FPR. Son système n'offre aux rwandais qu'une seule alternative: se soumettre ou disparaître. Il intègre qui il veut et chasse qui il veut, quand il le veut. C'est comme du temps des années 1800- 1950 où le roi rwandais accordait le droit de vie ou de mort à ses sujets! Il n'est plus un secret pour personne que le FPR-Inkotanyi, fidèle à sa philosophie machiavélique, utilise comme fond de commerce le génocide rwandais de 1994, qu'il a délibérément provoqué, pour justifier ses crimes passés et en cours contre la population, sa gestion désastreuse du pays et l'exportation de la guerre dans le pays voisin et ami de la RDCongo avec son intention cachée d'expansion territoriale et de

Dans ce numéro

<i>Éditorial</i>	1
<i>Du prosélytisme monarchique: qui se moque de qui et de quoi?</i>	2
<i>Aucune paix durable dans les Grands Lacs sans véritables institutions démocratiques au Rwanda?</i>	5
<i>L'âge du Rwanda va sonner!</i>	7
<i>Le va-tout de l'ex-président Pasteur Bizimungu</i>	8

pillage systématique des ressources naturelles et autres richesses de ce pays.

Ce jour de l'anniversaire du référendum devrait nous rappeler la misère dans laquelle vit la masse de la

population rwandaise: celle des rescapés Tutsi du génocide auxquels le régime du FPR-Inkotanyi reproche d'être restés en vie, celle des opposants Tutsi, tous qualifiés de monarchistes, et celle des Hutus, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur, surtout ceux qui n'ont pas voulu servir de couverture cosmétique au régime oligarchique du FPR-Inkotanyi, qui sont qualifiés tous de génocidaires à éliminer! Plus de 120 000 personnes croupissent dans des prisons déjà 6 ans, dont 30% n'a aucun dossier, les paysans meurent de faim dans les différents coins du pays à cause de l'insécurité causée par les milices (Défense Local Forces) du FPR-Inkotanyi. Le SIDA atteint 15% de la population et le régime de Kigali n'a jusqu'aujourd'hui parvenu à prendre des mesures nécessaires pour freiner ce fléau, 30% des jeunes dans la ville de Kigali entre l'âge de 15 et 18 ans se prostituent au lieu d'aller à l'école. La seule préoccupation du régime de Kagame c'est amasser la richesse pillée en République Démocratique du Congo pour enrichir les dignitaires du FPR-Inkotanyi.

La commémoration de cet anniversaire du référendum du 25 septembre 1961 est un défi qui nous est lancé aujourd'hui plus qu'hier par les martyrs de la démocratie et des valeurs humaines pour faire sortir notre pays dans le trou où le régime dictatorial et criminel du FPR-Inkotanyi l'a jeté. C'est à nous le peuple rwandais que revient le devoir de libérer notre pays du joug du FPR-Inkotanyi.

Nous ne devons pas rester les bras croisés en attendant qu'il y ait une réaction de ce qu'on appelle souvent la communauté internationale qui, en réalité, n'est que abstraite. Prenons conscience du danger qui guette notre pays. Unissons-nous pour sauver notre pays. Ne nous laissons pas toujours diviser par les politiciens incompetents, non capables de regrouper le peuple rwandais autour d'un programme politique clair, et qui, par conséquent, se cachent derrière les ethnies. L'éthnie ne peut pas en soi constituer un problème, bien au contraire cette diversité est une richesse sociale inestimable. Chacun doit être fier d'appartenir à son éthnie car elle fait partie intégrante de son identité socio-culturelle.

Unissons-nous pour faire valoir les acquis que les fondateurs de la République Démocratique ont laissé au peuple rwandais par leur sueur et, pour certains, par leur sang.

Unissons-nous pour instaurer un Etat de droit au Rwanda qui rassure et sécurise tout un chacun.

Victoire Ingabire Umuhuza, Présidente du RDR

Du prosélytisme monarchique: qui se moque de qui et de quoi?

Réplique aux compatriotes qui sont favorables à l'instauration de la monarchie ou de "la monarchie constitutionnelle" pour restaurer l'Unité nationale au Rwanda.

Nous n'avons jamais cessé de le souligner, et on ne le fera pas assez! L'ex-roi Kigeli V Ndahindurwa, imprégné de conceptions anti-démocratiques au cours de son éducation dans son enfance, ne comprend pas le sens profond des principes démocratiques et les postulats de la démocratie moderne. Toutefois, il y a lieu de saisir la profondeur des analyses incisives et très "intelligentes" dans ce débat en cours sur le retour de la monarchie que plus d'un considèrent, voire qualifient de "prosélytisme monarchique". Et ce, surtout que certains parmi les nostalgiques de ce système révolu, quand ils ne sont pas d'anciens rebelles-idéologues et actuels dissidents de la dictature sanglante du FPR, ce sont des déserteurs de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) que le régime de Kigali vient de juger et de condamner par contumace, pour désertion, corruption et pour violation des droits humains. Sont-ils crédibles pour être fiables?

Dans ma précédente réflexion (voir Forum no 13 de février 2001), j'ai interpellé l'ex-roi du Rwanda, qui suit

absolument ce débat le concernant à plus d'un titre, de sortir de son silence et de dire à "ses sujets rwandais" ce qu'il envisage concrètement faire pour restaurer l'unité et la réconciliation parmi les Rwandais. Après sa visite impromptue auprès de feu Président Laurent Désiré Kabila à Kinshasa (RDC) et sa sortie médiatique dans le Journal belge "Le Soir", j'ai demandé aux "Inaralibonye", ces Pères de la Révolution Rwandaise, de redécouvrir le goût à la vraie politique et contribuer à la recherche de solutions à la crise lancinante que traverse notre pays. Si aucun de ces derniers n'a osé réagir, cela prouve qu'ils ne s'intéresseraient pas à ce débat sur le futur institutionnel du Rwanda. Pourtant, il s'agit d'un débat démocratique que tout un chacun souhaiterait intelligent, courtois et, surtout, centré sur le destin de tout un Peuple meurtri par des siècles de conflits interethniques. C'est ce que j'ai appelé "la Politique du futur". Sans écart de langage, ni polémique, je souhaiterais dire à l'ex-roi et à ses adeptes que le pas qu'ils viennent de franchir dans leur croisade

contre la République doit être suivi d'autres car, apparemment, ils n'ont pas encore convaincu, ni n'ont peut-être pas rassuré leurs adversaires politiques.

Qui, en effet, ne s'est pas réjoui de la fin du monopole de l'oligarchie féodo-monarchique en 1960 au Rwanda? Or, dans ses confessions au Journal belge "Le Soir", l'ex-roi a superposé des contre-vérités et des mensonges, pour affirmer que ses ennemis jurés sont des Belges qui l'ont chassé de son royaume et non les Hutu qui l'aiment bien et le réclameraient. Et de renier d'un coup les atrocités de la monarchie sur les "sujets Hutu corvéables à merci". S'il s'agit de cette monarchie, même habillée du vernis "constitutionnel", je crois qu'elle ne s'imposera pas facilement au peuple. Celui-ci n'a pas en effet oublié cette monarchie tristement célèbre qu'on veut réhabiliter et faire apparaître comme une culture sur brûlis, voire une alternative crédible.

D'aucuns savent que toutes les Révolutions ont leurs crimes. Par exemple, la Révolution Française a "ses crimes de Vendée". La Révolution Rwandaise aurait aussi "ses crimes" de la République, puisqu'il s'agit de celle-ci que les monarchistes incriminent pour justifier leur combat politique pour le retour de la monarchie. Mais ces Révolutions restent populaires car faites de et par la volonté des Peuples. La monarchie a aussi ses crimes, si non elle n'aurait pas été combattue et abolie. Cependant, ce serait de l'utopie d'affirmer avec force que la monarchie ne peut pas renaître de ses cendres et être acceptée par ceux-là même qui l'ont combattue et abolie. Comme ce serait également, pour le cas précis du Rwanda, construire sur l'utopie de la gratuité un avenir qui ne serait que reposer sur un roi, une monarchie féodale ou constitutionnelle! Accréditer l'ex-roi du Rwanda de "sauveur potentiel" de l'unité des trois ethnies "hutu, tutsi, twa"; ethnies qui se déchirent sur fond d'intolérance avec laquelle certains extrémistes de son ethnie tutsi pour laquelle ce monarque déchu se bat depuis longtemps pour déterrer "le lourd héritage de la monarchie féodale absolue", en opprimant les exclus, c'est-à-dire, la majorité du Peuple, est une grave erreur d'appréciation. Certains "hutu démocrates" qui ont tendance à se laisser séduire par ces tricheurs éternels ne sont pas nouveaux. Ils ne sont que des opportunistes et surtout des ventriotes aux fallacieuses convictions qui, en affichant une sorte d'"anti-républicanisme" caricatural, sont plus soucieux de leur image auprès d'un régime dictatorial qu'ils prétendent combattre, que de la liberté du Peuple dans la Démocratie. Cette duplicité leur enlève le peu de crédits qu'ils attendent tous du Peuple qui suit de très près et avec intérêt leurs argumentations.

C'est pourquoi je considère que l'idéologie monarchiste, si elle n'est pas aussi nouvelle, n'est qu'un prosélytisme séduisant, conquérant et qui, fait d'arguments simplistes et fanatisants, aurait tendance à s'installer au coeur de moult soucis du Peuple Rwandais qui serait complètement anéanti sans jamais espérer un "rédempteur" autre qu'un

roi. Pourtant, l'individu roi est oublieux de ses devoirs. Célèbres sont avant tout son "service divin", "sa politique divine", et la religion de ses "droits divins", sans sagesse ni réflexion morale et politique (p. ex. les hauts faits de la reine-mère Kanjogera!) définissant les fondements d'un ordre humain qui substituerait au pouvoir absolu du monarque, des nobles et des puissants Tutsi, voire même Hutu, une loi égalitaire commune à tous. L'ex-roi et ses fils spirituels oublient que la planète vibre dans une compétition démocratique si féroce que la compétition économique. Bien sûr que dans certains pays "civilisés", les monarchies (constitutionnelles) tiennent bon et sont parfois le recours ultime pour régler certaines crises politiques majeures. Mais recourir à ce modèle pour résoudre les conflits ethniques du Rwanda, alors qu'on sait qu'à la source de la lointaine rancœur entre Hutu et Tutsi se trouve ce pouvoir féodal absolu qui dispose de la vie et des droits de l'être humain hutu, de la domination totale d'une ethnie minoritaire du monarque au lieu d'une association libre de tous les citoyens, seuls éléments fondateurs d'une conscience civique du pays, serait un retour au contre-modèle pour la majorité des citoyens.

Etant entendu que "le Rwanda où coulent le lait et le miel" n'existe plus et qu'il ne peut pas renaître de ses cendres ni sous la République du Front Patriotique Rwandais (tutsi), ni sous "la monarchie constitutionnelle" qui n'est encore que pure propagande, il est impérieux d'éviter cette version royaliste-monarchiste qui, de part son passé peu glorieux, sape tout contrat social qu'il faut plutôt redéfinir et développer. Il y a lieu d'observer que les régimes démocratiques sont préférables bien que considérés communément comme faibles, car l'égalité de participation de tous les citoyens à l'exercice du pouvoir pose plus de problèmes que l'idéal patriotique fondé sur un individu monarque ou oligarque. Il existe aussi plusieurs poisons, terroristes ou ethnistes qui s'attaquent à ce fragile secret de la démocratie qu'est "la bonne volonté de la majorité des citoyens. Les Rwandais en sont, de fait, des otages. Ils ont ébranlé l'équilibre de tout l'édifice que la majorité des citoyens espéraient des Accords de Paix d'Arusha. De 400.000 Tutsis à plus de 3.000.000 de Hutus "tués, dont beaucoup, si pas tous, sont des citoyens innocents, sans histoire mais abusés, ne sont que le lourd tribut payé de ces idéologies obscurantistes rampantes, rêvées et nostalgiques qui constituent, de façon permanente, pour la Société Rwandaise, une grenade longtemps dégoupillée et qui risque de le rester.

En effet, d'après les déclarations du Parti UNAR de l'ex-roi Kigeli V, celui-ci a participé à "la guerre de libération tutsi", cause profonde de cette "hécatoombe patriotique" qui permet au Front Patriotique Rwandais de contrôler et d'exercer un pouvoir violent au Rwanda depuis juillet 1994. Bien plus, certains dissidents de cette dictature, comme Alexandre Kimenyi, qui sont convaincus que "Abahutu n'Abatutsi badasangira amata, basangira amaraso", ainsi que certains déserteurs de l'Armée Patriotique Rwandaise, qui viennent d'être jugés et

condamnés par contumace par l'oligarchie militaire de Kigali, notamment pour crimes de violation massive des droits humains, ne sont pas les mieux placés pour défendre et restaurer ou instaurer la monarchie, même constitutionnelle, afin de sauver l'unité des Rwandais. En ma qualité de citoyen ordinaire, je crois fermement qu'un processus démocratique piloté par de véritables démocrates républicains, dans un pays comme le Rwanda, peut aboutir à une démocratie véritable, respectueuse des droits et libertés de tous les citoyens. La multiplication des guerres dans la région des Grands Lacs exige à croire qu'il faut compter sur tout le Peuple en armes; tout un Peuple qui doit se plier à une discipline commune et collective; expression d'un nouvel idéal patriotique fondé sur la solidarité et la volonté "des citoyens-soldats" égaux, semblables pour la guerre et pour la paix et participant activement à la vie civile; et non sur "les milices hutu" ou "les seigneurs de la lance tutsi". Voilà ce qui a manqué à la République, ce vide que le processus lancé par la Révolution Sociale Rwandaise n'a pas osé sérieusement et définitivement combler.

Ce qui semble aussi et surtout curieux dans ce débat, c'est que la plupart de ceux qui l'animent ne se reconnaissent pas de la "tradition" de Jean Baptiste Ndahindurwa alias Kigeli V. Même l'"homme fort de Kigali" trouve un tel débat à contre-courant de l'Histoire. Même si, par haine atavique qu'il voue à la Révolution Rwandaise et à ses artisans, il s'emploie à détruire tous les attributs de la République, un des acquis de cette Révolution! Mais, comme j'ai eu à le rappeler, "toute Révolution est comme cette Hydre de Lerne de la mythologie herculienne à laquelle on coupait la tête et dont une autre apparaissait ailleurs". Si Paul Kagame, Président de la République Rwandaise, hésite à instaurer la monarchie dont il est en droit divin d'instaurer ou restaurer, c'est que peut-être, il ne souhaiterait pas tomber dans l'obscurantisme d'un certain Magayane ou d'un autre Nostradamus d'un autre âge. Le Peuple Rwandais, dans sa majorité, ne serait également pas prêt à se remarier avec l'obscurantisme d'un roi qui croit encore être un roi de l'Alpha et de l'Oméga de la terreur impunie, au moment où d'autres Nations luttent, contre vents et marées, pour dompter, si non pour juguler à jamais la terreur d l'homme et de la nature.

Les catastrophes, comme la sécheresse, les orages, les génocides, les famines et autres actes ignobles d'organisations criminelles et de terrorisme aveugle ne sont pas l'apanage du seul Rwanda privé depuis plus de quarante ans de son monarque absolu, ni du Burundi voisin qui maltraiterait ses rois et ses princes "Abaganywa".

La démocratie dans la République exige que deux camps au moins s'opposent frontalement face aux électeurs. Ce ne fut et ce n'est pas encore le cas au Rwanda. Chaque camp doit défendre un programme ou un bilan, présenter des candidats fiables et crédibles aux hautes fonctions et aux idées pour l'avenir. Mais, comme le Burundi voisin en a donné la preuve, le Rwanda est aussi loin du compte.

L'assassinat des Accords de Paix d'Arusha par ceux-là même qui, paradoxalement, s'y réfèrent quand cela les arrange pour gouverner est un coup de massue asséné à la démocratie; ce "pouvoir du Peuple, pour le Peuple et par le Peuple". Le Burundais Melchior Ndadaye fut démocratiquement élu à plus de 60% de voix. Il n'a pas obtenu plus de 80%, un score qu'on attribue mathématiquement à la population hutu et que certaines vieilles démocraties n'imaginent que dans des régimes despotiques de Partis uniques. Et pourtant les détracteurs de la démocratie ont hurlé: "Halte à la démocratie du nombre! Halte à la dictature du nombre! A mort le traître BUYOBE"! Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira étaient des Chefs d'Etat qui n'étaient pas très mal aimés de leurs concitoyens. Se sont-ils suicidés? Quel démocrate hutu ou tutsi peut prétendre être responsable de leur meurtre et ce, au nom de certains idéaux d'unité, de paix et de réconciliation comme on l'a déjà observé en Afrique dans le contexte des coups d'état "sans effusion de sang"? L'ancien Président hutu burundais, membre du FRODEBU, Sylvestre Ntibantunganya, successeur de feu président Cyprien Ntaryamira, fut chassé du pouvoir par le putshiste tutsi, le Major Pierre Buyoya, candidat du parti à majorité tutsi UPRONA et adversaire malheureux du candidat hutu M. Melchior Ndadaye du FRODEBU. Pourquoi ce soldat tutsi n'a-t-il pas encore réussi à faire l'unanimité parmi les populations hutu et, de surcroît parmi les populations tutsi, ses frères de sang? Le Parti royaliste du riche homme d'affaires HITIMANA n'est-il pas plus royaliste que l'UPRONA dont le fondateur n'est autre que le Prince Louis Rwagasore? Le Hutu que Hitimana et son Parti royaliste ont plébiscité comme candidat à la présidence de la République du Burundi n'a obtenu qu'un record de 1% de voix, alors que le candidat tutsi, militaire et de surcroît président en exercice de la République du Burundi, n'en a récolté qu'une moisson essentielle de 36%. Il sied de rappeler que le Parti FRODEBU de M. Ndadaye rassemblait des hutu, des tutsi et des Baganywa, ces tutsi qui se réclament ni tutsi, ni hima, mais qui forcent l'admiration de beaucoup de citoyens burundais, toutes les ethnies confondues. Certains Baganywa sont en exil et mènent la lutte contre une armée monoéthnique tutsi en rébellion contre la démocratie. Les Burundais, malgré le virus de la haine ethnique qui les phagocyte, savent au moins où situer l'ombre d'un roi ou d'un prince mort ou vivant dans cette histoire tragique du Rwanda et du Burundi. En ce début du III^{ème} Millénaire, Hutus, Tutsis, Twas et autres Hima et Baganywa n'ont aucun intérêt de jurer "mourir pour le retour de Kalinga, de Kalyenda ou autres tambours royaux comme Rugara et Rukombamazi!

Personne n'est à l'abri des conséquences néfastes des évolutions dont les monarchistes sont des messagers fervents. Pour éviter "la dictature de la démocratie" qu'ils abhorrent et fustigent, je leur propose une majorité d'idées qui n'est qu'une minorité dans un groupe plus vaste et qui peut, si elle l'emporte des élections libres et justes, peut

imposer des choix qui arrangent tout le monde, sans donc réduire à néant les solidarités construites ou à construire avec une minorité solidaire de la collectivité vivant une démocratie qui n'est pas vidée de son sens. Il serait à cet égard urgent de décrire dans la future constitution du pays les domaines dans lesquels un droit de décision, ou au moins d'expression du suffrage universel, devrait être reconnu aux minorités frileuses de la démocratie classique "un homme, une voix". Car, en fin de compte, la différence des uns doit être le trésor des autres pour que le contrat social dont ils se dotent soit respecté par chaque partie qui reconnaît que ses devoirs et ses droits commencent là où se limitent ceux des autres.

Les Révolutions, y comprise celle qui a donné au Rwanda, la République et la Démocratie, exigent des sacrifices de tous, tant du côté de ceux qui les vilipendent, les haïssent, voire les assassinent, que du côté de ceux qui les défendent

et les glorifient. C'est un combat permanent d'idées, de programmes et de bilans. Loin les guerres fratricides ou ethniques pour le monopole du pouvoir, soutenues par de lointaines rancoeurs ethniques! L'Histoire de ces Révolutions, quant à elle, peut continuer à naviguer et réserver honneur, vertu et respect à tous les acteurs, bons ou mauvais, car ceux-ci ne sont différents que par leurs destins. "Si la monarchie se fondait sur l'honneur, la République ne pouvait croître que sur la vertu.", dit Montesquieu.

Alphonse Bazigira.

Aucune paix durable dans les Grands Lacs sans véritables institutions démocratiques au Rwanda

L'évidence historique montre que deux démocraties se sont rarement affrontées en conflit violent durant les deux derniers siècles, quoiqu'elles soient en général sujettes au conflit et à la guerre comme les régimes non démocratiques. La paix démocratique est certainement un des résultats les plus significatifs et non triviaux de l'étude scientifique de la politique mondiale. Bien que les efforts diplomatiques pour restaurer la paix en République démocratique du Congo (RDC) soient louables, ils ne s'attaquent pas à la situation politique actuelle dans les pays agresseurs. Ils considèrent tous la RDC comme une île isolée embourbée dans un conflit interne et ignorent qu'elle est, en fait, victime d'agression par les armées des gouvernements dictatoriaux, oppresseurs et agressifs du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. La RDC ne peut pas avoir de paix durable pendant que des gouvernements dictatoriaux, oppresseurs et agressifs continuent à régner au Rwanda, au Burundi et en Ouganda, à violer les libertés fondamentales de leurs citoyens, à mener la guerre contre leurs peuples et à faire constamment des incursions militaires dans les états voisins. En particulier, le manque de démocratie au Rwanda et les violations continues des droits et libertés fondamentaux pour des personnes exprimant des opinions opposées à celles du gouvernement mis en place par le Front Patriotique Rwandais (FPR) sont les causes profondes à la base de la guerre persistante dans la région des Grands Lacs africains. Pour restaurer la paix durable dans les Grands Lacs, un dialogue inter-rwandais est

nécessaire afin de remplacer le régime dictatorial et inhumain actuel mis en place par le FPR par des institutions démocratiques authentiques.

En démocratie, gagner n'exige pas l'élimination de l'adversaire et le fait de perdre n'interdit pas au perdant de tenter sa chance encore plus tard. Cette norme permet l'existence d'une atmosphère de "vivre et laisser vivre" qui crée un sentiment de stabilité au niveau personnel, communautaire et national. En revanche, la compétition politique dans les régimes autoritaires «sans partis» mis en place par le Front Patriotique Rwandais (FPR) au Rwanda et par le Mouvement National de Résistance (MNR) en Ouganda est comme un jeu à somme nulle. Le gagnant prend presque tout et utilise la violence et la coercition afin de nier aux autres le pouvoir et l'opportunité de se relever et tenter encore leur chance. Dans le système politique «sans partis», le gouvernement ne tolère aucune forme d'opposition politique. La dissidence ou l'opposition politique est considérée comme un crime grave. Ceci crée une atmosphère de méfiance et de peur au sein et en dehors du gouvernement. Par conséquent, le gouvernement recourt de plus en plus à la répression et à l'intimidation politiques afin de nier aux gens exprimant des opinions opposées à celles du gouvernement leurs libertés fondamentales dans l'espoir d'assurer au parti au pouvoir le monopole effectif de toutes les activités politiques. Les activités politiques sont interdites pour d'autres formations politiques. En cas d'élection, on ne permet pas aux partis politiques de présenter ou de soutenir des candidats. Le

pluralisme politique au Rwanda n'existe qu'en apparence, il n'est pas réel. Comme le système politique «sans partis» installé par le FPR ne permet pas l'existence d'une compétition politique ouverte et pacifique contre le parti au pouvoir mais tourne plutôt ses forces de sécurité contre le peuple dans l'espoir d'assurer à la clique dirigeante le monopole éternel du pouvoir, il est maintenu par la violence et est condamné à disparaître dans la violence.

Le gouvernement rwandais actuel est contrôlé par des dirigeants politiques et militaires du FPR responsables de nombreux crimes contre l'humanité, crimes de guerre et actes de génocide commis au Rwanda depuis 1990 et en RDC depuis 1996. Sans confiance du peuple et n'ayant aucune légitimité pour diriger le pays, les dirigeants du FPR ont banni toutes les formes d'expression politique par des moyens légaux et pacifiques et gouvernent par la force, la violence et des massacres continus. Les gens qui ne sont ni membres ni sympathisants du FPR sont purgés de la fonction publique, de l'administration territoriale, du système d'éducation, de l'armée, de la police, du système judiciaire, du parlement et d'autres sphères de la vie publique. Le système judiciaire rwandais a été ethniquement et politiquement épuré et n'est pas indépendant du pouvoir exécutif, le parlement est composé par des membres approuvés par le FPR et désignés par le gouvernement contrôlé par le FPR. L'armée du gouvernement rwandais actuel, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), est l'aile militaire du parti au pouvoir, le FPR, et non une véritable armée nationale.

Des Rwandais de toutes catégories continuent à fuir la répression et la persécution politiques et/ou à rejoindre en masse les forces d'opposition au régime dictatorial FPR à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Parmi ceux qui ont démissionné et fui le pays figurent deux anciens premiers ministres du gouvernement installé par le FPR, Mr Faustin Twagiramungu et Mr Pierre-Célestin Rwigema, l'ancien Président du parlement désigné et contrôlé par le FPR, Mr Joseph Sebarenzi, beaucoup de ministres, de hauts fonctionnaires, d'officiers militaires, d'hommes d'affaires et

de citoyens ordinaires. L'ancien vice-président du FPR et président du Rwanda, Mr. Pasteur Bizimungu, a démissionné de la présidence de la république et du FPR l'année passée. Lui et son collègue, Mr Charles Ntakirutinka, ancien ministre qui a également démissionné, ont lancé récemment leur propre parti politique à l'intérieur du pays mais sont constamment harcelés et intimidés. Le harcèlement continu des adversaires politiques pacifiques met au grand jour la politique d'intimidation et de harcèlement menée par le gouvernement installé par le FPR contre des gens exprimant simplement des opinions différentes à celles du FPR.

Le régime politique "sans partis" installé par le FPR viole les droits des citoyens rwandais aux libertés d'association, de réunion pacifique, d'expression et de mouvement, ainsi que le droit de participer au gouvernement directement ou par les représentants librement choisis tels que reconnus par la Déclaration Universelle des Droits Humains et la Charte africaine des droits de la personne et des peuples. Il a choqué la conscience de tous les hommes et femmes rwandais de bonne volonté, de tous les secteurs, de tous les groupes ethniques et religieux, et a réveillé leur plus profonde indignation. Si les dirigeants actuels du FPR continuent à fermer leurs oreilles aux appels pour le dialogue afin de régler le conflit rwandais par des voies pacifiques et à maintenir le pouvoir par le bout du fusil et les clés de prison, la paix continuera à éluder la région des Grands Lacs africains. La situation grave dans laquelle se trouve le peuple le contraint à résister jusqu'à la mort au régime dictatorial inhumain installé par le FPR. Finis pour de bon les jours où la répression brutale fournissait aux oppresseurs des années de paix et de tranquillité. Il n'y a aucune voie d'avoir la paix durable dans les Grands Lacs sans institutions démocratiques authentiques au Rwanda.

Fait à Montréal le 1^{er} octobre 2001

Emmanuel Nyemera, Vice-Président du RDR

L'âge du Rwanda va sonner!

C'est un nouveau pays, différent du "Rwanda nouveau" sur lequel le régime du Front Patriotique Rwandais (FPR) tente continuellement de faire rabattre les oreilles du Peuple Rwandais. Avant, dans les années 70-90, il y avait d'un côté "le pays des mille collines" rebaptisé par les prophéties papales en 1989 "pays aux mille

problèmes". Ce pays aux multiples clichés inquiètent même ses patriotes les plus intransigeants qui redoutent encore les effets néfastes d'une nouvelle guerre qui se profile à l'horizon. La menace planerait sur le Nord-ouest et le Sud-ouest, selon les propos de l'"homme fort de Kigali", le Général Paul Kagame. Cette inquiétude ne serait qu'un reflet d'un pays qui

n'est plus celui de l'indépendance, ni celui des élections ininterrompues qui n'ont cependant pas fait évoluer la démocratie d'opinion. Ce pays-là se cherche encore sans désespérer et, ce, dans la douleur.

Il y avait d'un côté "les Pères de l'indépendance" appelés "des démocrates républicains" pour avoir déboulonné "l'absolu féodal", et de l'autre, les militaires chargés de sévir contre les fossoyeurs présumés des idéaux et des acquis de la Révolution Rwandaise et défendre la souveraineté du Rwanda. Si l'on ne voulait pas des premiers qui prétendaient incarner une véritable liberté dans la démocratie et la justice sociale, c'est qu'ils n'ont pas su faire face à un danger insidieux et mal défini; à savoir l'inertie d'une classe politique qui ne se régénère plus et qui finit par ne gouverner qu'en fonction des intérêts de classe et sombrer dans des discours étatiques creux. Par voie de conséquence, l'on se résignait aux seconds; c'est-à-dire les hommes en uniforme qui, via "un coup d'état militaire sans effusion de sang", ont introduit le parti unique de droit, creuset de l'unité nationale, de la réconciliation, du progrès et surtout de la "démocratie responsable".

La scène politique rwandaise se réduisait ainsi à cette alternative qui, par rapport au "Rwanda nouveau" actuel, semble de plus en plus être un moindre mal regrettable pour encore un temps mal circonscrit. En effet, aujourd'hui il y a d'un côté ce Rwanda bloqué et qui étouffe non seulement entre ses voisins immédiats qu'il n'a pas choisis mais surtout entre les nouveaux "héros de la guerre de libération" qu'il ne supporte pas et les privilèges dont profite seule une oligarchie peu scrupuleuse qui le ruine. Ce Rwanda ne croit plus en toutes ces générations de politiciens inconsiderés qui, traitant séparément la politique et la morale, prouvent qu'ils comprennent rien des deux. Ce Rwanda ne croit plus qu'en ses propres revendications: une justice sociale et équitable, un Etat de Droit, une exigence démocratique, une vraie lutte contre l'impunité, le respect de la loi et de la vie.

Ce qui enferme le Rwanda dans le mutisme obstiné et le désespoir, c'est aussi cette guerre que les uns n'ont pas su éviter ou contrecarrer et que les autres ont privilégié pour conserver ou conquérir le pouvoir. Ce Rwanda en herbe ravale sa rage, car plus comme avant, c'est la règle. Les tueries passent sous forme de "morts naturelles", inaperçues. Mais un jour, ce

sera trop! Ce Rwanda n'accepte plus, parce qu'il est trop jeune et désespéré pour ne pas se révolter, que certains de ses patriotes aînés aient eu l'imprudence fatale de "lui faire miroiter un changement qui s'est vite mu en un retour macabre de l'inhumanité".

Ce Rwanda qui se cherche encore attendrait grandir son homme providentiel pour rejeter l'oligarchie actuelle qui pratique pour le compte des intérêts supérieurs d'une caste des actes que la morale et le droit réprouvent. Il ne reste que cette insurrection lente mais qui s'étend, semaine par semaine, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Bien entendu, ce mouvement, pour s'amplifier, va durer. Et un jour, le pouvoir croira qu'il n'a pas assez réprimé. Et ce jour-là, il fera face à une génération qui n'a ni parti, ni ethnie, ni lobby, mais majoritaire. Son parti, son ethnie, son lobby et son leader ne seront que sa proclamation de foi et son engagement solennel en faveur de la justice, la paix et la démocratie respectueuses des devoirs et des responsabilités de chaque citoyen vis-à-vis de l'unité, de la sécurité et de l'égalité de tous et de tout un chacun. Cette génération a la jeunesse et le nombre comme atouts pour réussir!

Acculée, la dictature militaire n'a plus que le pire des cartes à abattre: jouer "le péril hutu (ex-Forces armées rwandaises et Interahamwe)" contre les "rescapés tutsi" d'une part et ces derniers contre les survivants hutu, d'autre part. Et en filigrane de cette donne politique du moment qui lui a réussi, apparaît l'oeuvre d'un régime qui se met le Peuple entier à dos. Contre toute aventure tragique, la jeunesse compte y opposer un pacte scellé entre elle-même pour consolider son unité! Car, elle sait que loin de la politique d'unité et de réconciliation nationale du régime de Kigali qui n'est que pure propagande, la politique du pire tente la dictature.

En réalité c'est tout le Rwanda jeune qui, blessé par la guerre lui imposée, rompu à la patience et à la souffrance stoïque sans renoncer à ses idéaux, est prêt à demander des comptes au régime du FPR et l'immoler sur l'autel du droit et de la démocratie.

Bazigira Alphonse

Le va-tout de l'ex-président Pasteur Bizimungu

L'année passée (2000), la démission de Pasteur Bizimungu de son poste de Président de la République Rwandaise n'a pas provoqué au Rwanda une crise majeure et encore moins un tollé d'indignation ou de protestation au sein de l'opinion internationale. L'"homme fort de Kigali" en est sorti plus fort que jamais et s'est positionné en stratège politique et souverain très peu ambitieux du pouvoir, capable, aux yeux de l'opinion, de stabiliser et contrôler "le navire-Rwanda" en perdition.

En tirant sa révérence, Pasteur Bizimungu est parti sans honneur, à part quelques privilèges dus, non à un ancien Chef d'État, mais à un "hutu de service" dont la loyauté est mise à rude épreuve. Et d'ailleurs, on les lui a retiré parce qu'il récidivait. Mis, pour quelques heures, aux arrêts de rigueur, dits par euphémisme "en résidence surveillée", il aurait dû comprendre le risque qu'il court. Devait-il mériter un tel traitement même si, pour les opposants au régime de Kigali, Pasteur Bizimungu traîne derrière lui un palmarès sans hommage appuyé?

Le départ de Pasteur Bizimungu ne fut donc pas inquiétant qu'il le semblait dans le même cas, par exemple lors des disparitions tragiques des Présidents Melchior Ndadaye du Burundi et Juvénal Habyarimana du Rwanda. Cet homme ne comptait donc pas beaucoup sur l'échiquier politique national et international. Et il en est conscient! En quittant le pouvoir, il croyait fragiliser, voire menacer le régime de la minorité tutsi dont il était convaincu en être un pilier incontournable. Maintenant que le miroir est renversé, l'heure de la vérité a sonné!

En menaçant de créer son propre parti, Pasteur Bizimungu tente de se constituer en "martyr" de la démocratie et de la tolérance entre les ethnies du

Rwanda. L'hécatombe de Kibeho et le génocide des réfugiés hutu au Zaïre, actuel RDC, ne seraient qu'une simple bavure que même les livres de l'Histoire ne retiendront pas. À cet égard, le "martyr" ne serait non seulement inutile mais il serait aussi nécessaire! Neutralisé, Pasteur Bizimungu tente le va-tout, sous prétexte qu'il s'efforcera de contrecarrer l'effondrement du processus de réconciliation du Peuple Rwandais, qui n'a existé qu'à travers la propagande du FPR dont l'idéal fou et destructeur reste de mise.

L'ex-Président du Rwanda n'invente rien comme mise en garde pour attirer sur lui les projecteurs tant des médias que de l'ensemble des frileux du régime du général Paul Kagame. Il prophétise une catastrophe; le genre d'apocalypse qui a valu au Colonel Théoneste Bagosora, l'accusation de crime de génocide. En effet, selon Pasteur Bizimungu, "d'ici dix ans, quinze ans ou vingt ans, les hutu (85%) vont fourbir les armes et chasser les tutsi (minorité)" au pouvoir au Rwanda. Il tente de se placer habilement au coeur de l'échiquier politique national et international. Sachant très bien que le régime qu'il a efficacement servi n'a aucun crédit, il tente de contraindre les dignitaires de ce régime à respecter les engagements jamais tenus ou à perdre, le cas échéant, la crédibilité qui n'est que fantomatique.

"Après moi, le déluge", semble dire l'ex-Président Pasteur Bizimungu. Qui peut le prendre au sérieux? Voilà qui pourrait aussi contraindre chacun des démocrates à réfléchir et surtout à se ressaisir.

Bazigira Alphonse.

ABONNEMENTS

12 numéros :

Europe : FBE 500 OU FF 85 OU DM 25 OU USD 15

Amérique (USA- Canada) : USD 50 ;

Rwanda, Tanzanie, Burundi, RDC, Kenya, Ouganda: USD 45

Abonnement de soutien :

FBE 5000 ou FF 850 ou DM 250 ou USD 150 ;

Prix au Numéro :

50 FBE ou 8,5 FF ou DM 2,5 ou USD 1,5

Paiement et abonnement :

S'adresser au Comité de Section du RDR dans votre pays de résidence, demander information à RDR-information à l'adresse E-Mail : info@rdrwanda.org